

Émancipation

Face au capitalisme en crise, un syndicalisme de lutte sur des bases claires !

Le congrès national a permis de s'opposer à de nombreux abandons revendicatifs de la direction du SNES, alors que rarement le monde du travail et le mouvement syndical ont connu de telles agressions.

En Europe, comme partout dans le monde, pour défendre le capitalisme en crise, la Commission Européenne, la BCE, le FMI, les gouvernements amplifient les attaques contre les acquis sociaux et les libertés et tentent - avec le nouveau traité européen - de les rendre irréversibles. En France, Sarkozy a pillé le Front National en exacerbant le racisme d'État et en divisant les travailleurEs, dans l'espoir de faciliter cette offensive.

Quel que soit le prochain gouvernement, en toute indépendance, le syndicalisme doit avant tout faire valoir les revendications des personnels. Se débarrasser de Sarkozy et de l'UMP est nécessaire, mais pas suffisant : il faut en finir aussi avec les politiques au service du capitalisme.

L'arme déterminante de ces politiques, c'est le "dialogue social" entre le pouvoir et les directions syndicales, réduites à discuter et accompagner l'application de contre-réformes imposées. On en a vu les résultats : l'échec de mouvements sociaux importants qui pouvaient l'emporter, contre la LRU, la "mastérisation", la contre-réforme des retraites... et les reculs sur la formation des enseignantEs, le protocole précarité, la représentativité, les moyens et les droits syndicaux.

Pour nous les conquêtes sociales s'arrachent en construisant un rapport de force dans les luttes, pas en cautionnant de pseudo-négociations dans des "concertations" bouclées d'avance !

Pour en finir avec les échecs, *Émancipation* propose de changer de direction, en votant pour une orientation et une stratégie pour résister, pour gagner et pour rompre avec le capitalisme.

Face aux politiques capitalistes, unifier les revendications

C'est l'ensemble des salariéEs qui subit des reculs sociaux. Une riposte d'ensemble s'impose, sur des revendications qui unifient

Dans l'Éducation nationale et la Fonction publique :

- la défense des salaires, en revendiquant **le rattrapage et la progression du pouvoir d'achat par des augmentations de salaire uniformes, 300 euros minimum en point d'indices pour touTEs**, une unification salariale par le haut, dans la perspective d'un corps unique, avec intégration des primes et avancement de touTEs au rythme le plus favorable ;
- le combat contre la précarité, qui permet d'exploiter les personnels et de fragiliser tous les statuts. Cela implique de se battre pour **le réemploi, la titularisation sans conditions de touTEs les non titulaires déjà recrutés et l'arrêt du recrutement de précaires**, l'abrogation de la loi sur les non-titulaires, qui généralise le contrat au détriment du statut.

Au niveau interprofessionnel :

- l'abrogation des lois réactionnaires (retraites, mobilité, RGPP, attaques contre le code du Travail...).
- La retraite pour touTEs à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités doit être rétablie.**
- **de réelles mesures pour s'opposer aux licenciements et aux diktats de la finance** (pas un licenciement, baisses du temps de travail sans baisse des salaires ni flexibilité, contrôle des travailleurEs sur les grands groupes capitalistes et les banques...).

L'urgence d'une rupture dans la politique éducative

Le gouvernement UMP a accéléré la casse de l'école pour la soumettre totalement aux exigences du marché. La loi d'orientation de 2005 a constitué un levier de déréglementations visant à faire des

jeunes une main-d'œuvre vouée à la précarité via la logique des "compétences" qui contamine le système éducatif de la maternelle à l'université.

Le SNES et la FSU doivent en premier lieu exiger **l'abandon de toutes les mesures visant à soumettre l'école aux exigences du patronat et ses personnels à une logique managériale** (*lois d'orientation* de 2005 et *sur l'orientation et la formation tout au long de la vie* de 2009, Livret Personnel de Compétences, "socle commun" et "écoles du socle", réformes du lycée, des LP, LRU, mastérisation, textes sur les "entretiens individuels d'évaluation" dont est issu le décret Chatel...).

Face à une société et une école de plus en plus inégalitaires, il faut aussi porter la perspective d'une **école laïque, émancipatrice, égalitaire et démocratique, sans hiérarchie entre les savoirs**. Ce qui passe par la défense intransigeante et unitaire de la laïcité (défense de la loi de 1905, abrogation de toutes les lois et accords anti-laïques, nationalisation de l'enseignement privé...). Mais aussi par un projet de transformation progressiste de l'école publique. Par exemple construire une École plus égalitaire en allant vers l'unification entre les enseignements "généraux" et "technologiques", dans un tronc commun jusqu'à la fin de l'actuel lycée, et en privilégiant les pédagogies coopératives, plus adaptées à la formation de l'esprit critique et aux pratiques de citoyenneté.

Dans l'immédiat, il est hors de question que la rentrée 2012 se mette en place sur les bases définies par Sarkozy. Le SNES et la FSU doivent proposer dès maintenant un plan de mobilisation pour faire aboutir des revendications d'urgence : annulation des suppressions de postes et création des postes nécessaires, aucun licenciement de personnel précaire, arrêt de la répression administrative et hiérarchique contre les militantEs, abrogation du décret Chatel sur l'évaluation, rétablissement de la formation des enseignantEs ...

Un syndicalisme unitaire de revendications et d'action et non de "recomposition"

La direction du SNES entend parachuter un "nouvel outil syndical" actant d'un hypothétique rapprochement avec la seule CGT. Il vaudrait mieux consulter la base en AG intersyndicales sur les impératifs de l'action et de l'unité, voire de l'unification syndicale, à partir d'une approche critique des échecs des mobilisations et de l'unité dans le "dialogue social" et dans le pseudo syndicalisme européen et international (CES, CSI...), qui devrait laisser la place à des réseaux de syndicats et collectifs de luttes.

Pour dépasser l'éparpillement et la division, le rôle du syndicat c'est d'unifier les revendications et de soutenir les structures démocratiques dont se dotent les luttes en y participant et en proposant des initiatives de coordination et de centralisation.

L'unité n'a rien à voir avec les accords de sommet dans des intersyndicales qui ont mené à l'impasse les luttes de 2009 et 2010. Elle doit se construire à partir des secteurs les plus mobilisés, par la mise en place d'AG regroupant toutes les catégories, définissant les revendications, se coordonnant à tous niveaux (établissements, villes, départements, national) et fonctionnant démocratiquement (déléguéEs mandatéEs).

Émancipation propose d'aller vers une structuration de la FSU en **sections intercatégorielles** de base, plutôt que par syndicats nationaux de catégorie concurrents sur plus d'un sujet (mastérisation, unification syndicale...), **dans la perspective de l'unification syndicale au sein d'une confédération unique, avec droit de tendance** pour que coexistent toutes les sensibilités.

Défendre les libertés, ici et ailleurs, une tâche syndicale plus actuelle que jamais

La défense des libertés est une priorité syndicale à part entière. En particulier, le SNES doit s'impliquer

- dans toutes les mobilisations pour **l'arrêt du fichage de la population et du contrôle social** des jeunes et des personnels (base élève, SIHREN...), des pauvres, des chômeurEs, des immigréEs, des militantEs...

- mais aussi **contre le racisme, le sexisme, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre toutes les formes de néo-colonialisme et d'impérialisme** (arrêt du pillage économique et écologique de la planète, campagne BDS pour imposer les droits des palestiniens...)

POUR UN SYNDICALISME INDÉPENDANT ET OFFENSIF

VOTEZ ÉMANCIPATION !

Nous contacter, s'abonner à notre revue : er.emancipation@free.fr ; site : www.emancipation.fr